

raient. Il est très, très facile de contrôler les salaires. Nous savions à l'époque que ceux qui travaillaient à contrat ou les investisseurs trouveraient des échappatoires pour se soustraire à la loi anti-inflation. J'aimerais dire clairement que je ne les en blâme pas en tant que particuliers. Effectivement, 20 p. 100 d'entre eux ont réussi à contourner le programme et n'ont pas encore envoyé de données sur leurs revenus à la Commission de lutte contre l'inflation qui doit statuer sur leurs cas.

Nous savions qu'il serait très difficile de contrôler les prix, mais l'aspect le plus inéquitable du programme, qui est entré en vigueur en décembre 1975, avait trait aux secteurs de l'économie qui étaient exclus. Je veux parler des prix de l'essence, des prix de l'huile à chauffage domestique, de l'électricité, des autres services publics, des coûts de spéculation foncière, des taux d'intérêt hypothécaires résidentiels et de divers taux d'intérêt d'emprunt au pays. Ils étaient tous exclus du programme de lutte contre l'inflation mais, aujourd'hui, la plupart de ces secteurs, du point de vue des coûts au consommateur, ont de loin dépassé les principes directeurs de la Commission de lutte contre l'inflation ayant trait aux prix. Pendant ce temps, les hausses de salaires étaient limitées.

Par exemple, en décembre 1975, quand le programme de lutte contre l'inflation a été mis sur pied, le taux d'inflation était de 9.5 p. 100 au Canada. Aujourd'hui, le taux d'inflation est de 9.5 p. 100. Quel est le taux d'augmentation des salaires aujourd'hui? Ceux qui doivent négocier leurs revenus ou leurs salaires doivent s'en tenir à une hausse de 6 p. 100 cette année. A l'heure actuelle, il y a un écart de 3½ p. 100 entre l'augmentation salariale que les Canadiens peuvent obtenir et les coûts plus élevés qu'ils paient d'après l'indice des prix à la consommation. Il y a clairement quelque chose qui ne tourne pas rond.

L'autre jour à Toronto, le ministre des Finances (M. Chrétien) a laissé entendre que la situation ne changerait pas. A une époque de crise économique comme celle que nous connaissons maintenant, il faut donner plus d'argent à ceux qui en ont le plus besoin. Qu'il s'agisse de retraités ou de petits ou moyens salariés ils dépensent de l'argent à l'achat de choses essentielles, comme la nourriture, l'essence et les vêtements. Même s'ils ont besoin d'argent pour se procurer ces articles de base, le gouvernement n'est pas prêt à réduire les impôts d'une façon qui les aide vraiment. Quand on met plus d'argent en circulation dans l'économie, on dépense plus d'argent à un moment où l'économie est faible et où l'argent est rare. Quand cet argent va à ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus, ils le dépensent. Quand ils le dépensent, cela crée une certaine demande. Cette demande, à son tour, crée de la productivité ou une plus grande demande. Quand on crée une demande de productivité accrue, il s'ensuit une demande d'un plus grand nombre de producteurs, ce qui est au fond une façon de remettre les gens au travail.

C'est une honte que plus de 800,000 personnes soient en chômage au Canada et que probablement 300,000 autres personnes acceptent un emploi pour lequel elles sont surqualifiées ou qu'elles ont cessé de chercher du travail. Cela veut dire qu'il y a 1.1 million de chômeurs au Canada et peut-être davantage. Il faut songer à ce que l'ineptie et la stupidité du gouvernement coûtent à ceux qui travaillent. Il faut envisager la somme que représentent les versements d'assurance-chômage, et quand ceux-ci sont épuisés, le coût du bien-être

social. Je ne peux comprendre cette attitude, car nous savons ce qui s'est passé au sud de chez nous, aux États-Unis, où la reprise a été beaucoup plus rapide. Le président Carter et ses conseillers économiques préconisent et mettent en pratique précisément ce que les néo-démocrates suggéraient l'automne dernier. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de les écouter? Je ne m'attends pas à ce que le premier ministre admette que j'ai raison et qu'il a tort. Je souhaite plutôt une nouvelle orientation de la part du gouvernement, quelque chose de nouveau, quelque chose qui susciterait de l'espoir. Il faudra attendre longtemps avant que le gouvernement ne fléchisse. Qu'on fasse preuve d'imagination! Et si le gouvernement ne peut rien concevoir de nouveau, pourquoi alors n'accepte-t-il pas les pratiques économiques traditionnelles comme le font les Américains, afin d'injecter de l'argent dans l'économie? Je sais que ce n'est pas tous les jours que surviennent un Lord Keynes ou un Kenneth Galbraith, et peut-être devons-nous revenir aux concepts économiques des années 30 et du début des années 40, mais au moins, c'est mieux que de l'attentisme pour guider une économie qui file droit sur les récifs.

Je sais que certains n'ont pas été touchés comme c'est mon cas et celui de bien d'autres, mais le chômage a eu des effets sur certains emplois. Je ne parle pas ici de statistiques et de chiffres, mais de ceux qui doivent compter sur leurs fils et leurs filles pour assurer une part de leur revenu, leur subsistance et le reste. Près de deux millions et demi de Canadiens souffrent directement de l'inaptitude et de l'impuissance du gouvernement à faire face aux réalités économiques de l'heure présente.

• (2142)

De ce temps-ci, le premier ministre (M. Trudeau) est sur le sentier des élections. Je crois que quelqu'un là-haut ne l'aime pas beaucoup car le jour où il était censé venir à Brantford, il a tellement neigé qu'il n'a pas pu s'y rendre. L'organisation de la rencontre libérale qui a eu lieu à Brantford a nécessité beaucoup de travail et je suis désolé pour tous ceux qui se sont donné tant de mal pour rien. Le premier ministre se trouvait à vingt milles de Brantford et les routes étaient ouvertes. Il aurait pu se rendre à la réunion, mais il a décidé de ne pas y aller.

Une voix: Les routes étaient encombrées par la neige. Je le sais, j'y étais.

M. Blackburn: La neige bloquait la circulation partout, mais la route n° 2 est restée ouverte toute la matinée et tout l'après-midi ce jour-là. Cependant, le premier ministre a décidé de ne pas courir le risque d'embourber sa grosse limousine dans la neige. Il a laissé tomber ses amis libéraux qui l'attendaient à Brantford avec quelques centaines de beignes sur les bras et je ne sais combien de gallons de café. Je suis vraiment désolé pour les partisans libéraux de l'endroit qui avaient organisé cette réunion. En fait, ils m'avaient même fait parvenir une invitation. J'ignore qui a commis cette erreur. Pour me convertir au parti libéral, il faudrait y mettre le temps; une vie ne suffirait pas.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Personne ne serait assez bête pour faire cela.

M. Blackburn: Je comprends que le premier ministre passe le plus clair de son temps à parler d'unité nationale. Il cherche à faire oublier que cela fait dix ans qu'il est premier ministre,